

NOUS AVONS TOUTES LES RAISONS DE NOUS MOBILISER !

Le 5 octobre, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, UNL appellent à une journée de grève et de manifestation contre les mesures, plans et projets de régression sociale du gouvernement.

Destruction du statut de la Fonction publique, passage forcé aux 1607 heures, restrictions au droit de grève, lignes directrices de gestion de l'austérité, sous effectifs, remise en cause des services publics, retour de la réforme de l'assurance chômage, de la contre-réforme des retraites et des menaces contre notre régime, la CNRACL, ... Pour les fonctionnaires territoriaux, les agents publics, les salariés du logement social, de l'eau et de la thanatologie, les raisons de la colère ne manquent pas !

De plus, depuis le début du mois d'août avec la mise en application de la loi « relative à la gestion de la crise sanitaire », le passe sanitaire jalonne notre quotidien. L'inter syndicale rappelle qu'elle s'oppose à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salariées et des jeunes.

Pour la CGT, la vaccination représente un progrès considérable en termes de santé publique. Cependant, la Fédération CGT des services publics s'oppose à toute sanction ou exclusion de salarié-e au motif de la non présentation du passe sanitaire !

L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salarié-es. Il est clair qu'il s'agit là d'une opportunité supplémentaire donnée par le gouvernement

aux employeurs publics pour réorganiser, remanier les services de la façon la plus arbitraire qui soit.

La loi dite de transformation de la Fonction publique qui poursuit son œuvre de destruction de notre statut, de nos droits et conquis, de celle des instances représentatives, en est une triste illustration. Dans ce contexte lourd de conséquences pour la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs, poursuivre la suppression des CHSCT est une aberration. La Fédération CGT des services publics réaffirme que tous les moyens nécessaires à la santé, à la prévention et à l'amélioration des conditions de travail des agents et salariés doivent non seulement être maintenus mais être renforcés.

Une fois de plus, le président de la République a profité de la situation sanitaire et de l'insécurité lors de sa venue à Marseille pour glisser quelques phrases lourdes de sens : dans cette ville, il y aurait trop de fonctionnaires, les agents feraient trop grève, seraient trop absents... Comme un ballon d'essai, il lance la possibilité aux chefs d'établissements scolaires de pouvoir recruter leurs équipes éducatives, remettant en cause le socle républicain de l'école.

Au-delà de Marseille, c'est tout le territoire national qu'il vise

Son discours est en complète déconnexion avec la réalité des conditions de travail dégradées que vivent les agents et salariés au quotidien dans la mise en œuvre de leurs missions de service public.

Pour faire passer ses mesures, il cherche à nous diviser, à nous opposer les uns aux autres ! Non au mépris et à la culpabilisation des personnels de la part de ceux qui ferment des lits dans les hôpitaux et détruisent les services publics

Rien sur les services publics pourtant indispensables au quotidien de la population

Rien sur la création d'emplois de fonctionnaires nécessaire à l'exercice des missions de service public dans de bonnes conditions de travail

Rien sur l'augmentation des salaires alors que nos rémunérations sont gelées depuis plus de 10 ans et notre pouvoir d'achat à baisser de 17%

Rien sur le temps de travail dont la réduction permettrait de pouvoir travailler mieux et travailler toutes et tous

Alors que l'argent coule à flots, que des milliards d'euros sont distribués aux actionnaires des grands groupes au travers du « quoi qu'il en coûte » et des cadeaux fiscaux, la question d'une autre répartition des richesses est posée.

La campagne CGT 10% immédiatement pour la Fonction publique a toute sa place le 5 octobre :

- 10% d'augmentation salariale immédiatement mesure nécessaire pour rattraper les pertes accumulées depuis 10 ans et dégeler le point d'indice ;
- 10% de travail en moins rapporté à la durée légale, c'est permettre de créer des emplois, tout comme l'avait permis le passage aux 35 h, de travailler mieux et travailler toutes et tous en passant aux 32h ;
- 10% de création de postes, c'est répondre aux besoins sociaux dans les services publics.

Depuis plus d'un an et demi, les territoriaux ont été aux avants postes pour maintenir un service public de qualité, en dépit des conditions sanitaires et des multiples contraintes et injonctions contradictoires. Pour autant, des actions, grèves et mobilisations ont été menées dans toute la France pour la reconnaissance statutaire, les salaires, les conditions de travail. Et cela n'a pas faibli pendant l'été, période souvent moins mobilisatrice. C'est le signe que la colère est présente et que nous ne pouvons plus tout accepter.

C'est dans ce contexte que la Fédération CGT des Services Publics appelle tous les agents et salariés à préparer la journée nationale de grève du 5 octobre, dans laquelle les territoriaux ont toute leur place. La fédération CGT des services publics appelle tous les syndicats à réunir les personnels en Assemblée Générale et en Heures d'Information Syndicale dès à présent pour construire les cahiers revendicatifs locaux et faire le lien avec nos revendications nationales et la campagne pour gagner «10% immédiatement pour la Fonction publique».

Tous ensemble, faisons de cette journée une étape essentielle dans la construction des luttes pour nous faire entendre localement par nos employeurs, et sur le plan national, par Macron et son gouvernement



TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, UNI·ES SUR NOS REVENDICATIONS, EN GRÈVE ET EN MOBILISATION LE 5 OCTOBRE DANS TOUTES LES COLLECTIVITÉS DE FRANCE !



**TOUT·E·S EN GRÈVE ET EN MOBILISATION
LE 5 OCTOBRE 2021**